

alternatives

LE JOURNAL

VOL.14 NO.3 / NOVEMBRE 2007

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Amérique du Nord : La fin des banlieues?

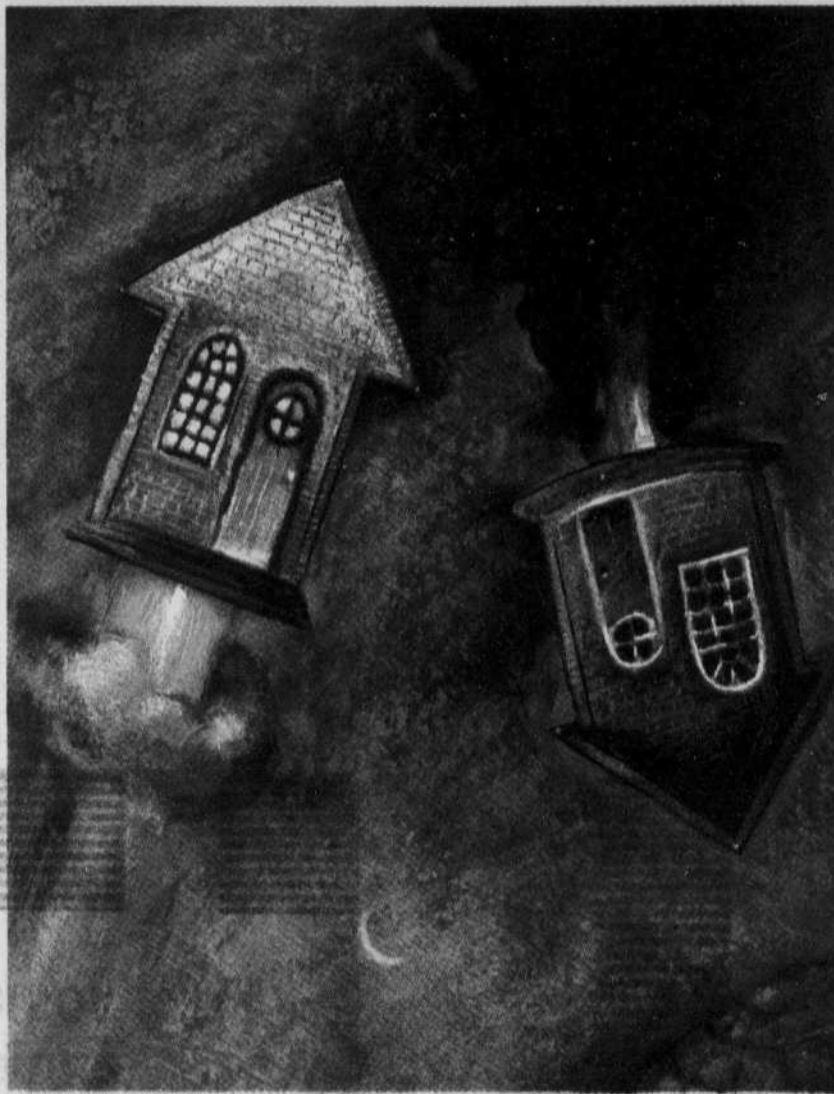
Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le développement urbain a pris la forme d'une multitude de bungalows dans des banlieues-dortoirs en périphérie des grandes villes. Ce mode de vie est-il encore viable ?

PIERRE FRISKO

Jusqu'au milieu du siècle dernier, la vie en ville n'avait rien d'idyllique. Les logements étaient souvent insalubres, la ville bruyante, l'air y était fortement pollué et les espaces verts brillaient par leur absence. Dans ces circonstances, on ne s'étonnera pas que les gens aient fui vers les nouvelles banlieues qu'on leur a proposées après la Deuxième Guerre mondiale. Cette nouvelle « campagne » à proximité de la ville était d'autant plus attrayante que les classes moyennes pouvaient désormais se payer une voiture, aussi indispensable à la banlieue que Laurel l'était à Hardy. En prime sont venus les autoroutes, les ponts, de nouvelles écoles et, bientôt, les centres d'achats et autres grands centres de consommation de masse qui caractérisent aujourd'hui nos banlieues. De Laval à Blainville ou de Sainte-Foy à Val-Bélair, elles continuent aujourd'hui à se déployer à un rythme soutenu.

Pour James Howard Kunstler, auteur de *La Fin du pétrole: le vrai défi du XXI^e siècle*, il s'agit là de « la plus mauvaise allocation de ressources de l'histoire de l'humanité. L'Amérique a investi toute sa richesse de l'après-guerre dans une façon de vivre qui n'a aucun avenir ». Aucun avenir, les banlieues ? Dans le documentaire *Radiant City* (présenté aux Rencontres internationales du documentaire de Montréal, le 10 novembre), Kunstler est cinglant : « 80 % de ce qui a été construit en Amérique du Nord l'a été dans les 50 dernières années. Et c'est en majorité démoralisant, brutal, laid, malsain et spirituellement avilissant. Quelle est la destinée de la banlieue ? Nous entrons dans une ère de rareté de l'énergie, qui ne nous permettra pas de continuer à vivre de cette façon. »

Une autre crise de l'énergie ? C'est



TODD DAVIDSON / RISKY BUSINESS / BRAND X

bien ce qu'annoncent les auteurs d'un autre documentaire au ton mordant intitulé *The End of Suburbia*. S'appuyant sur les travaux de nombreux spécialistes qui prévoient pour bientôt la fin de l'énergie fossile à bas prix, ils nous somment de revoir l'organisation urbaine pour mettre fin à l'énorme gaspillage de ressources entraîné par l'étalement urbain. La question n'est plus de savoir si les gens des banlieues sont plus ou moins vertueux que ceux qui habitent dans les centres-villes. Encore moins de déterminer si le bungalow en banlieue représente le modèle idéal.

« L'argument qui nous a été servi pendant des années était que les banlieues, ça devait être bien, puisque que les gens en voulaient, affirme James Howard Kunstler. Mais l'avenir va nous appeler à vivre différemment, que les gens le

veulent ou pas. Cette façon de vivre ne sera plus au menu. » La banlieue-dortoir a un prix, qu'on doit payer collectivement. Pendant qu'on s'inquiète du réchauffement de la planète, le Canadien moyen prend 64 minutes pour se rendre au travail en voiture, chaque matin. Selon une étude publiée par Transports Canada, en juillet 2007, la congestion routière coûte désormais entre 2,3 et 3,7 milliards de dollars par année au Canada.

Le consultant en énergie Steve Andrews remet lui aussi ce raisonnement en question : « Les gens qui sont nés ou qui ont déménagé en banlieue s'imaginent avoir un droit de naissance à leur style de vie, avec le garage triple, l'énorme gazon et la maison encore plus grande. La consommation des ressources

VOIR PAGE 5 : BANLIEUES

Dans ce numéro



Les grandes villes du futur

En 2007, sur la terre, la population des villes aurait pour la première fois dépassée la population des campagnes. Il s'agit d'un événement sans précédent dans l'histoire de l'humanité, qui en a pourtant vu d'autres. Selon les Nations unies, 3,2 milliards d'humains vivent désormais dans les villes, une chose absolument inconcevable il n'y a pas si longtemps.

En 1800, à peine 3 % des humains vivaient dans les villes. En 1950 : 10 %. En 2007, plus de la moitié. Et si l'urbanisation se poursuit au même rythme, les deux tiers des neuf milliards d'habitants de la terre vivront dans des villes en 2025; autrement dit, dans moins de 20 ans.

L'aspect le plus spectaculaire de cette urbanisation galopante demeure sans doute la constitution d'immenses mégapoles, couvrant parfois des régions entières. En 1960, la planète comptait deux agglomérations de plus de 10 millions d'habitants : New York et Tokyo. En 2015, on en dénomblera 26, dont plusieurs auront largement dépassé le cap des 20 millions de personnes.

Pour l'instant, les grandes villes du Sud ne ressemblent guère aux cités futuristes imaginées dans les films de science-fiction. Plus d'un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles, souvent sans électricité, sans eau potable et sans accès aux services sociaux de base. Livrées à elles-mêmes, ces zones deviennent de prodigieuses fabriques de maladies, de misère, de violence et de désespoir.

Effarés par la croissance de la pauvreté urbaine, des auteurs comme l'Américain Mike Davis annoncent l'avènement d'une « planète des bidonvilles », sortie tout droit d'un scénario de cauchemar (voir l'entrevue en page 6). Mais chez Alternatives, nous croyons que la pauvreté ne constitue pas une fatalité. Nous nous réjouissons aussi de constater que plusieurs institutions internationales semblent réaliser l'urgence de la situation, et la nécessité de rompre avec les politiques catastrophiques qui ont conduit le monde au bord du désastre.

« Chasser les pauvres de la ville par des expulsions ou des pratiques discriminatoires n'est pas une solution, peut-on lire dans le dernier rapport des Nations unies sur la population urbaine. Aider les citadins pauvres à s'intégrer dans la société urbaine est la seule solution sérieuse et durable au problème de l'urbanisation

croissante de la pauvreté. »

Dans les pages qui suivent, nous vous présentons un certain nombre de solutions qui sont déjà mises en œuvre dans les grandes villes du monde : des initiatives en matière de logement, d'éducation, de transport en commun, de démocratie, d'approvisionnement ou d'écologie (pages 2 et 3). Des initiatives qui ne sont pas toujours parfaites, il va sans dire. Plusieurs n'en sont d'ailleurs qu'à l'étape expérimentale.

L'ensemble donne néanmoins un aperçu de l'ingéniosité que déploie déjà une partie de l'humanité pour rendre les villes plus « habitables ».

En Amérique du Nord, il est probable qu'il nous faudra repenser la façon de concevoir les banlieues-dortoirs, dont la popularité ne s'est guère démentie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (voir l'article ci-contre). Dans un contexte où le prix des carburants continuera d'augmenter, on peut se demander combien de temps nos villes vont continuer à s'étendre, avec la construction de nouvelles infrastructures que cela suppose.

Certes, il va de soi que toutes les belles idées ne peuvent pas remplacer les nécessaires changements politiques. Au Sud, par exemple, les réformes agraires peuvent ralentir l'exode rural. Reste que peu importe les bouleversements politiques à venir, il est peu probable que le Caire, Mexico ou Lagos redeviennent les paisibles bourgades qu'elles étaient il y a un siècle.

Comment rendre plus « vivables » les grandes villes de l'avenir ? La question se posait déjà au milieu du XIX^e siècle, alors que les véhicules tirés par des chevaux se multipliaient de manière exponentielle. À l'époque, certains commentateurs prévoyaient que des grandes villes comme Londres allaient bientôt étouffer sous le crotin de cheval. Pour eux, la catastrophe n'était plus qu'une question d'années. On connaît la suite...

Un siècle et demi plus tard, nous ne pouvons pas compter sur la seule technologie pour rendre plus habitable les villes du futur. Sans quoi, pour reprendre l'expression consacrée, même l'avenir ne sera plus ce qu'il était...

VOIR AUTRES TEXTES :
PAGES 2 ET 3

L'étrange histoire d'amour entre le golf et la Birmanie

La répression sanglante du mouvement démocratique en Birmanie (Myanmar) a ramené à l'ordre du jour les excellentes relations d'affaires qu'entretenaient plusieurs entreprises occidentales avec la junte militaire birmane. Pour un chroniqueur du quotidien britannique *The Guardian*, les activités des compagnies dirigées par le célèbre golfeur Gary Player illustrent parfaitement le phénomène.

GEORGE MONBIOT

Toutes les différences entre les humains peuvent être surmontées. Toutes, à l'exception d'une seule. Le monde se divise entre les gens qui jouent au golf et ceux qui n'y jouent pas. Et chaque faction regarde l'autre comme s'il s'agissait d'une forme de vie extraterrestre. La première n'en revient pas qu'un être humain ne comprenne pas que la vie sans le golf ne vaut pas la peine d'être vécue. L'autre regarde avec étonnement des hommes d'âge mûr, chaussés d'étranges souliers à deux couleurs, transporter un sac de bâtons

sur des terrains rappelant vaguement un décor des *Teletubbies*. Cette faction ne peut s'empêcher de secouer la tête en signe d'incrédulité.

Je regrette d'exacerber le sentiment d'incompréhension de part et d'autre de ce qu'il faut bien appeler le « gouffre du golf » en confessant qu'il y a trois semaines encore, je ne savais pas qui était le célèbre golfeur Gary Player. Et j'ai la conviction — pour ne pas dire la certitude — qu'il n'avait jamais entendu parler de moi lui non plus. Pourtant, nous voilà tous les deux impliqués dans une controverse des plus nauséabondes à propos de l'Afrique du Sud.

J'ai découvert Gary Player en faisant une recherche pour une chronique que j'ai écrite récemment sur la Birmanie (Myanmar). En essayant d'identifier les compagnies occidentales qui font des affaires là-bas, je suis tombé sur une liste des terrains de golf aménagés au cours des dernières années. Monsieur Player y était présenté comme le concepteur du club de golf Pun Hlaing, à Rangoon. Son site Web personnel claironnait même qu'il avait fait d'une rizière de 650 acres « la fierté du Myanmar ».

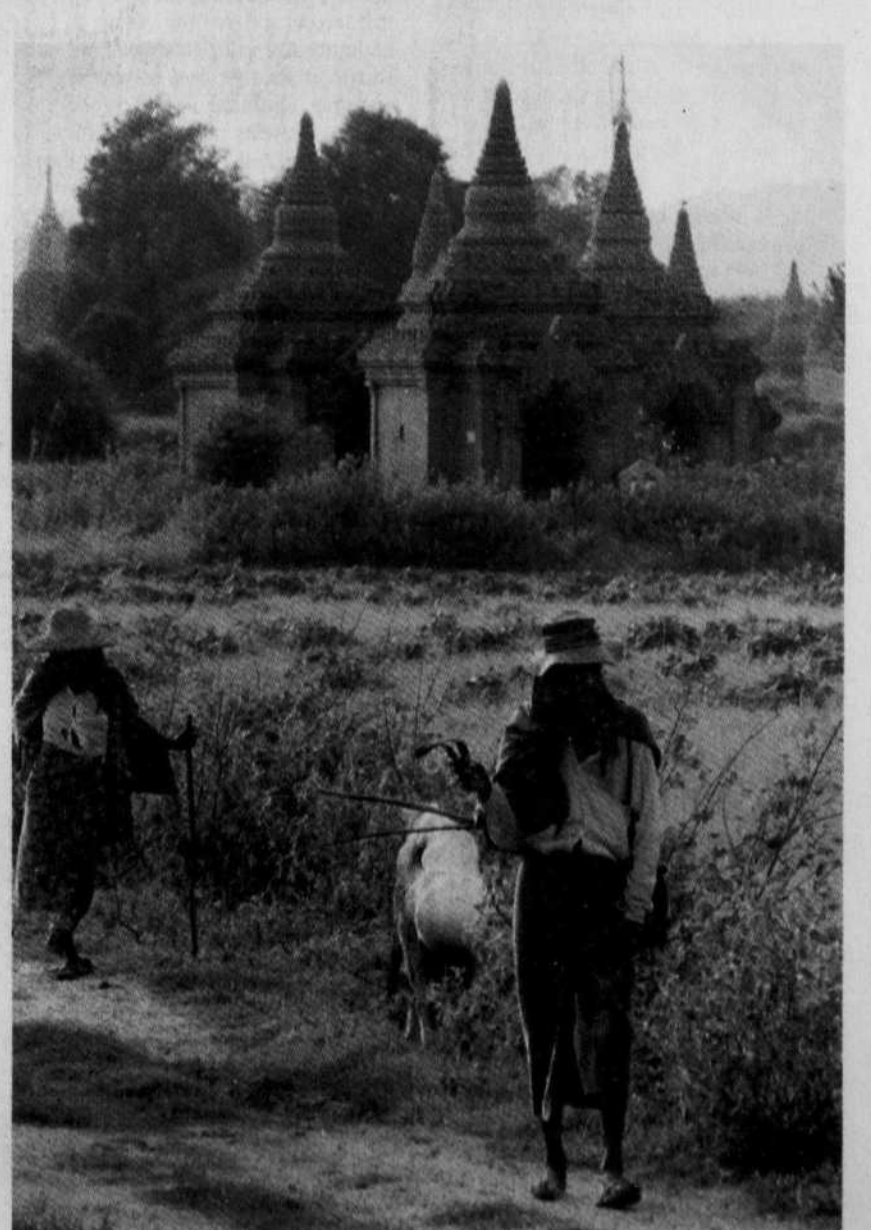
J'ai demandé à sa compagnie à qui appartenait le terrain sur lequel avait été construit le golf. Combien de gens avaient été évincés pour le construire ? Est-ce que le chantier avait eu recours au travail forcé ? Et comme sa compagnie est basée en Floride, j'ai aussi

voulu savoir si ce genre de contrat contrevenait aux sanctions américaines ? On a refusé de répondre à mes questions. C'est pourquoi j'ai suggéré dans ma chronique que Nelson Mandela retire son nom du tournoi bénéfique que Player doit accueillir le mois prochain.

Mon appel a été entendu par Desmond Tutu et par le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). Le Fonds Nelson Mandela pour l'enfance, qui se déclare l'organisateur de l'événement, a demandé à M. Player de se retirer de la liste des invités d'honneur. La compagnie du célèbre golfeur a répondu en faisant valoir qu'elle était en fait la coorganisatrice de l'événement et qu'il n'était pas question qu'elle se retire. La controverse fait encore rage. Le COSATU a promis de manifester si Player ne se retire pas.

L'une des conséquences les plus visibles de ce brouhaha est que le Groupe Gary Player a dû émettre un communiqué pour expliquer son implication en Birmanie. Il soutient que « la décision de dessiner le club de golf birman était en fait un geste humanitaire et que la compagnie n'a retiré aucun profit de son implication ». Mieux, il prétend avoir encouragé le promoteur du projet à investir dans la création d'emplois et dans la mise sur pied d'un programme caddy & agronomie...

VOIR PAGE 5 : BIRMANIE



AP PHOTO

Paysans birmans devant des temples à Bagan, dans le nord-ouest de la Birmanie, le 9 octobre 2007. Les paysans sont ceux qui ont le plus à perdre lors de l'aménagement de terrains de golf.



Dossier Les grandes villes du futur

Des solutions qui interrogent l'avenir

Nous avons puisé nos exemples aux quatre coins de la planète, au Nord comme au Sud. Nous les avons voulus aussi variés que possible. Les uns touchent des millions de citoyens, les autres concernent seulement quelques centaines de personnes. Et tous ne sont pas parfaits. Avec le recul, certains pourraient même se révéler de cuisants échecs. Mais l'ensemble donne un aperçu des efforts que déploie déjà l'humanité pour rendre les grandes villes plus « habitables ».

KAMPALA, ROSARIO, COLOMBO

Vers un paysage comestible ?

Et si carottes et patates douces poussaient sur l'esplanade entourant le Stade olympique? Pour Vikram Bhatt, professeur d'architecture à l'Université McGill, cette proposition est loin d'être farfelue.

ARIANE JACOB

En 2004, à la tête d'une équipe d'ingénieurs, d'horticulteurs et d'architectes avant-gardistes, l'enseignant a entrepris d'intégrer l'agriculture au paysage urbain de quartiers pauvres des villes de Kampala en Ouganda, de Rosario en Argentine et de Colombo au Sri Lanka. Le projet Vers un paysage comestible, réalisé en collaboration avec les autorités locales, des ONG et des groupes de citoyens s'est terminé l'an dernier. Les résultats étaient présentés dans une exposition sur le campus de l'Université McGill durant le mois d'octobre. Entretien avec un universitaire au pouce vert.

Alternatives — Au Moyen Âge, il y avait des champs à l'intérieur des fortifications des villes. Cultiver des légumes en ville n'est pas une idée nouvelle... Faites-vous du neuf avec du vieux ?

Vikram Bhatt — Un peu (rires). Les villes ont commencé en tant que marché pour des produits agricoles. Les cités sont intimement liées à la production agricole. Ce n'est que depuis la Révolution industrielle au XIX^e siècle que les zones urbaines ont changé et développé la production de biens qui ne sont pas agricoles. Parallèlement à cela, l'agriculture s'est modernisée et le coût de transport s'est réduit.

A. — Donc vous proposez un peu un retour aux sources de la ville...

V.B. — Nous voulons surtout améliorer les villes du futur. Les mégapoles pourraient consommer moins d'énergie et alléger leur empreinte écologique. Je ne dis pas que les villes devraient être autosuffisantes, mais les zones urbaines, qui sont une source majeure de gaz à effets de serre et de réchauffement climatique, peuvent participer plus positivement à la vie de la planète. L'agriculture urbaine peut être très utile.

A. — Face à tous les problèmes que connaissent les villes du Sud, l'agriculture urbaine peut-elle vraiment faire une différence ?

V.K. — La culture de fruits et légumes en ville aide les citoyens pauvres à survivre. À maturité, un arbre à coco occupe un mètre carré au sol. S'il est en santé, cet arbre donnera

à chaque 45 jours une récolte de 30 à 45 noix. Les feuilles de l'arbre peuvent servir à faire des nattes, à couvrir des maisons, à faire des balais. La fibre de coco sert à faire les tapis comme ceux que l'on utilise ici l'hiver dans nos escaliers extérieurs. Tout cela vient d'un seul arbre. Pour une famille qui peine à survivre en ville, cela représente beaucoup...

En plus, les bidonvilles prennent une autre allure. Ils semblent plus respectables, plus entretenus. C'est important, d'autant plus que ces quartiers sont souvent illégaux. En changeant la perception que peuvent en avoir les autorités municipales et les autres citoyens, cela met en branle le lent processus de la légalisation de ces zones.

A. — Comment avez-vous décidé dans quelles villes le projet Vers un paysage comestible serait réalisé ?

V.K. — Nous avons organisé un concours international. Nous voulions trois villes en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Une douzaine de villes ont répondu à l'appel, ce qui est très bon étant donné que chacune d'entre elles devait s'impliquer très sérieusement pendant trois ans.

Ensuite nous avons fait notre choix en fonction de leur potentiel, de leur degré de préparation pour travailler avec nous et aussi de leur motivation. Par exemple, à Colombo, au Sri Lanka, les autorités de la ville désiraient travailler avec des cliniques de médecine ayurvédique pour que les citoyens très pauvres cultivent des plantes médicinales et puissent soigner des problèmes de santé mineurs. Nous avons trouvé cela très imaginaire et très positif. Nous avons ajouté la production de nourriture à leur projet.

A. — Concrètement, qu'est-ce qui a été réalisé dans chacune de ces trois villes ?

V.K. — À Rosario, les gens du quartier de Molino Blanco, aux prises avec des inondations, devaient être relocalisés à La Lagunita. La zone d'où les maisons ont été enlevées, ainsi qu'un autre secteur aussi inondé de temps en temps ont été transformés en champs maraichers. Dans la partie de Molino Blanco, qui a été régularisée et où des infrastructures ont été construites par les autorités municipales, nous nous sommes assurés que les routes, par exemple, incluent des étalages pour que les citoyens puissent vendre leurs produits maraichers. À La Lagunita, un jardin en démonstration a été créé pour enseigner aux gens des techniques pour cultiver. Un autre terrain de culture incluant un terrain de soccer et un potager pour les enfants ont aussi été aménagés.

Dans la ville sri lankaise de Colombo, le quartier visé était très gros et très dense. Les lopins de terre étaient minuscules. Ruelle par ruelle, nous

avons dû montrer comment cultiver dans des espaces serrés, autour des habitations des gens. Tout cela a été réalisé en collaboration avec des ONG et la communauté.

A. — Et à Kampala ?

V.K. — À Kampala, l'objectif était de créer de A à Z un nouveau quartier intégrant l'agriculture urbaine pour des citoyens à très faibles revenus. Les citoyens concernés se sont réunis avec des designers et des étudiants universitaires ougandais, et tout ce beau monde a dessiné ce quartier appelé Kyanja. La municipalité a fourni 30 acres de terrain, pour des baux de 35, 50 ou 99 ans. Ce qui signifie que personne ne pourra évincer ces citoyens de leur maison. Et la ville a légalisé l'agriculture et la pêche urbaines, ce qui est un changement majeur! C'était interdit auparavant.

Donc tout est en place pour commencer à construire les habitations et les jardins. Mais c'est maintenant sur la glace. Nous venons tout juste d'apprendre que des lignes de transport d'électricité d'une nouvelle compagnie vont passer sur le site. Les autorités locales étaient très gênées de nous apprendre cette nouvelle. Nous travaillons très fort pour que la trajectoire de ces pylônes soit déviée.

A. — Vous avez présenté les résultats du projet Vers un paysage comestible au Forum urbain mondial tenu par l'ONU-Habitat, en 2006, à Vancouver. Plus de 10 000 délégués internationaux, dont plus de 200 maires, y étaient rassemblés. Comment votre projet a-t-il été reçu ?

V.K. — La réponse a été très positive. Un bon nombre de ministres et de maires sont venus nous visiter durant cet événement. Par la suite, des chercheurs universitaires de Buenos Aires, en Argentine, qui aimeraient travailler dans certains quartiers pauvres de leur pays m'ont demandé de les conseiller. Au Chili, un groupe de l'ONU et d'autres chercheurs d'une école d'architecture qui travaillent avec des organisations locales veulent aussi de l'information.

A. — Selon vous, en 2100, est-ce que l'agriculture urbaine fera partie du paysage urbain conventionnel au Sud comme au Nord ?

V.K. — J'espère que l'agriculture urbaine sera mieux comprise. Tout doit être testé. On doit voir comment tout cela peut coexister avec les autres développements. Mais il existe de beaux exemples. À Shanghai, une grosse partie de la consommation de légumes frais vient de la zone périurbaine. Certaines villes du Vietnam sont aussi très prolifiques à cet égard. C'est remarquable vous ne trouvez pas ?

L'auteure est journaliste indépendante

MONTRÉAL - Jardiner sur les toits



PHOTO : ALTERNATIVES

Connue comme « la Mecque » du jardinage urbain en Amérique du Nord, Montréal possède une longue histoire en matière d'agriculture urbaine — jardins dans les cours arrière, jardins communautaires, jardins collectifs, etc.

Malgré ce riche passé, le développement de nouveaux espaces productifs est freiné par plusieurs facteurs, notamment la densification de la ville, la contamination des sols et la « minéralisation » continue des surfaces. En effet, 80 % du territoire de la ville est désormais recouvert par du béton, de l'asphalte ou différents pavages.

Dans ce contexte, de nouvelles formes de production sont à l'essai pour exploiter, entre autres choses, les toits plats de la ville, des espaces trop sou-

vent inutilisés et négligés. Le projet Des jardins sur les toits, de l'organisation Alternatives, encourage ainsi le développement de nouveaux espaces verts, comestibles et communautaires, autant au-dessus des immeubles résidentiels que des bâtiments publics. La conversion de toits mornes en de luxuriants jardins représente un formidable potentiel pour rendre la ville plus verte et les communautés plus en santé.

De nouveaux paysages, initiés par les communautés, poussent ici et là, contribuant au développement durable de la ville et à l'écologie urbaine. Une fois cette révolution complétée, il restera à exploiter les surfaces verticales...

Ismaël Hauteceur, chargé de projet Des jardins sur les toits

PORTLAND Le transport en commun d'abord



Pour les Américains branchés de la côte Ouest, Portland a longtemps passé pour une ville grise, laide, polluée, brumeuse, ennuyeuse à mourir. Nowhere Beach. Un trou perdu où il pleuvait 365 jours par année. Et puis tout a changé. « Pendant que nous avions le dos tourné, Portland est devenue une ville audacieuse et totalement dans le vent », a résumé le San Francisco Chronicle.

Pionnière en matière d'environnement, Portland a misé sur les transports en commun, bien avant que tout le monde se mette à jouer aux verts. La ville a lancé de nouvelles lignes de trains légers, qui sillonnent une vaste région métropolitaine où habitent 1,6 million de personnes. Elle a remis son vieux tramway en service et elle a rendu le transport gratuit au centre-ville. À Portland, les employés municipaux reçoivent des cartes d'autobus ou ils obtiennent des places de stationnement gratuites s'ils pratiquent le covoiturage.

C'est vrai, les embouteillages n'ont pas complètement disparu. Reste que l'utilisation des transports en commun a augmenté de 75 % depuis 1990!

Mais c'est sans doute en matière de vélo que Portland distance toutes les autres villes américaines. Grâce à des investissements massifs, la ville compte désormais environ 500 kilomètres de pistes cyclables! On en oublie presque une autre statistique, à peine croyable. À Portland, le taux de recyclage atteint 85 %...

Jean-Simon Gagné

FORTALEZA La favela de Rosalina

La favela de Rosalina est située en périphérie de Fortaleza, une grande ville du Nordeste, au Brésil. Le quartier, très défavorisé, compte 1 828 habitations, pour une population de 6 617 personnes. La construction plus ou moins chaotique de Rosalina s'est déroulée dans un contexte de lutte entre un groupe organisé de paysans sans-terre et les autorités locales. La lutte a duré 18 mois, entre 1994-1995, et elle a marqué pour toujours la population. Le quartier a été baptisé « Rosalina », du nom de la fille d'un des leaders de l'occupation, décédée en bas âge.

Le quartier Rosalina est extrêmement pauvre, mais une organisation communautaire très forte s'est développée à la faveur des luttes pour obtenir le droit d'y vivre. Et malgré la manière un peu désorganisée et irrégulière qui a présidé à la naissance de la communauté, la légitimité de l'association du quartier ne fait aucun doute. Car la lutte pour le droit de vivre en sécurité, dans la paix et la dignité, n'est pas terminée. Elle se poursuit jour après jour.

Aujourd'hui, avec l'aide de plusieurs des fondateurs de Rosalina et de la municipalité de Fortaleza, le quartier est entiè-



rement reconstruit. L'association de ses habitants se retrouve aux premières loges d'un projet qui prévoit notamment la construction d'habitations permanentes, le raccordement au réseau d'eau potable et la construction d'égouts. Sans oublier les activités éducatives, les programmes de formation professionnelle et l'implantation de plusieurs petits commerces, grâce au microcrédit.

Évidemment, le projet est loin d'être terminé et le résultat final reste encore à venir. Pour le moment, les travaux ont pris du retard, ce qui fait craindre le pire. Par exemple, certains résidents n'ont pas jugés bon de renforcer leurs fragiles habitations en prévision de la saison des pluies, puisqu'ils se voyaient déjà dans leur nouveau logis, bien avant l'arrivée du mauvais temps. Pour ajouter à cela, les travailleurs de la construction se sont mis en grève pour protester contre le fait qu'ils éprouvent toutes sortes de difficultés à se faire payer. Une chose apparaît claire, malgré tout : à Rosalina, on croit encore au projet. Ne doit-il pas changer la vie ?

Vanessa Gordon, chargée de projet jeunesse chez Alternatives, de retour du Brésil

SÉOUL - Une rivière contre une autoroute

La rivière Cheonggyecheon avait été victime de la frénésie du béton qui s'était emparée de la capitale coréenne, durant les années 1960. Le cours d'eau, dont le débit variait considérablement selon la période de l'année, avait été recouvert par une gigantesque autoroute. Quatre décennies plus tard, pas moins de 160 000 voitures y circulaient tous les jours. Et personne ou presque ne croyait qu'une ville de 10 millions d'habitants pouvait se passer d'un axe routier aussi important.

Quand le maire de Séoul annonça la démolition de l'autoroute pour ressusciter la rivière, on crut d'abord à une blague. Pas de doute, Séoul allait bientôt étouffer sous les embouteillages. Deux ans plus tard, en 2005, l'autoroute avait pourtant cédé la place à la rivière sur une distance de 5,8 kilomètres. Et l'apocalypse n'est pas survenue... Des dizaines de milliers de promeneurs viennent chaque jour se rafraîchir le long de ses promenades encaissées, où l'on a re-

créé de nombreuses cascades. Selon le Seoul Development Institute, un *think-tank* municipal, la température aurait diminué de 3,6 degrés au centre-ville depuis la démolition du sarcophage de béton qui couvrait la rivière.

Mais les travaux, qui auraient coûté pas moins de 400 millions de dollars, possèdent un côté moins rafraîchissant. D'abord, la résurrection de la rivière a été assombrie par des histoires de corruption. De plus, la municipalité n'est guère intervenue pour atténuer l'embourgeoisement des quartiers environnants, qui provoque le départ des petits commerces et des gens à faibles revenus. Finalement, les environnementalistes déplorent que la rivière, entièrement aménagée, n'ait plus rien de naturel. Même qu'il faut y pomper 120 000 tonnes d'eau d'une rivière toute proche pour en assurer le débit.

Jean-Simon Gagné



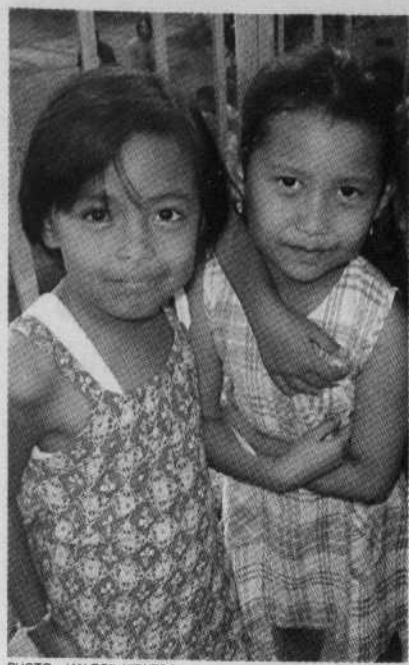


PHOTO : JAN EGIL KRKEBO

JAKARTA

Une initiative indonésienne

En 1969, sur l'initiative du conseil municipal de Jakarta, le Programme d'amélioration des *kampungs* (KIP) a été établi pour fournir l'infrastructure, assainir et favoriser l'autosuffisance dans les quartiers délabrés [NDLR : appelés *kampungs*]. Au lieu de raser ces quartiers et de construire des édifices en hauteur de type HLM — approche fréquemment utilisée ailleurs — le programme s'est concentré sur l'amélioration de ce qui était déjà en place en se servant de l'aide des résidents. Avec la collaboration des leaders de la communauté, les employés de KIP ont identifié les façons d'améliorer les *kampungs*. Les résidents ont appuyé les initiatives après avoir compris qu'ils ne seraient pas déplacés et que des améliorations réelles seraient faites. Le Projet Muhammad Husni Thamrin (MHT) a ainsi été réalisé entre 1969 et 1999. Avec un financement de la Banque mondiale, à partir de 1974, il a non seulement apporté des améliorations physiques aux bâtiments et infrastructures, mais il a aussi permis de construire des écoles et des cliniques. Cette approche a profité à pas moins de 5,5 millions d'habitants de la ville de Jakarta et, nationalement, à au moins 15 millions de personnes vivant dans plus de 400 zones urbaines de l'Indonésie. Il est toujours considéré comme un modèle du genre.

Jacques Samson et Cécile Arcand
SamArc consultant international
www.samarc.com

CARACAS - La ville, l'eau et les quartiers pauvres : des éléments solubles

Caracas, capitale vénézuélienne, n'est pas la seule grande ville à souffrir de problèmes d'alimentation en eau et de collecte des eaux usées. Dans bien des métropoles, la croissance démographique rapide a engendré la création d'immenses quartiers archi-pauvres qu'on appelle « *barrios* » au Venezuela, « *favelas* » au Brésil et « *bidonvilles* » dans nos grands journaux. Souvent, les nouveaux arrivants, des pauvres issus de milieux ruraux, ont utilisé les ressources dont ils avaient besoin (eau, électricité, etc.) sans que cela ait fait l'objet d'une planification initiale. Résultat : problèmes d'approvisionnement, incapacité des entreprises, publiques ou privées, à procéder à l'entretien de réseaux qu'elles n'ont pas elles-mêmes construits, absence d'égouts, etc.

Caracas a trouvé une solution originale à ce problème : organiser la gestion communautaire de l'eau. À partir du milieu des années 1990, la ville a mis en place des comités, les Mesas Técnicas de Agua (tables techniques sur l'eau), dont la principale tâche était de démêler les problèmes et de trouver des solutions. Les *barrios* et les aqueducs avaient connu une croissance à ce point chaotique que personne ne possédait un plan, ni une cartographie fiable de ceux-ci. C'est donc en regroupant des gens du quartier et en faisant appel à la mémoire des plus anciens qui ont vu le quartier se construire, qu'il est devenu possible de retracer les conduites d'eau. Pour ajuster le débit, il fallait également avoir une idée de la population présente et de ses besoins. Les comités ont donc procédé à des recensements. En se réunissant avec les autorités locales et des représentants des entreprises de distribution de l'eau, les Mesas Técnicas de Agua sont parvenues à résoudre bien des problèmes.

Depuis son élection, le gouvernement Chávez a étendu cette solution, d'abord appliquée à Caracas, à l'ensemble du pays. Ainsi, de 1998 à 2003, la couverture nationale des services d'eau potable et de collecte des eaux usées a augmenté de 8 %. Plus qu'une simple question d'alimentation en ressources de première nécessité, il s'agit en fait d'un processus de construction d'une citoyenneté active et responsable.

Thomas Chiasson-LeBel

Membre du c.a. d'Alternatives, et de retour d'un séjour au Venezuela

TOKYO - Vivre dans le train

Tokyo est affamée. Comme ses soeurs mégalo-poles, la capitale du Japon avale sans retenue ses villes de banlieue. Seulement au cœur de la cité, le gouvernement nippon compte quelque 8,65 millions d'habitants... Comme l'espace manque pour loger tout ce beau monde, les prix au mètre carré sont astronomiques. En 2002, dans la grande région métropolitaine de Tokyo, le prix moyen des logements et résidences de grandeur modeste était d'environ 350 000 \$, plus ou moins 4000 \$/m².

Bien entendu, au centre-ville, c'est plus cher. Les Japonais ne pouvant payer la note s'exilent vers les couronnes, expliquent des documents fournis par le Foreign Press Center du Japon. Ici, on se déplace donc beaucoup, beaucoup. Pour étudier, pour travailler. Dans l'agglomération urbaine de Tokyo, chaque jour, 40 millions de passagers embarquent dans

un des innombrables trains ou un des métros sillonnant les 12 lignes — aux heures de pointes, des employés du métro poussent les passagers dans les voitures pour que les portes ferment !

En moyenne, les travailleurs investissent 2 h 14 pour faire l'aller-retour au boulot. Pour les étudiants, c'est 2 h 24. Puisqu'il s'agit d'une moyenne, c'est dire que certains y mettent beaucoup plus de temps... D'ailleurs, l'étranger en visite est vite estomaqué à la vue des très nombreux passagers épuisés dormant dans les transports en commun !

Des employeurs payent même la passe de train à des employés qui ne peuvent pas vivre à proximité de l'entreprise, et qui habitent parfois à quelques centaines de kilomètres de distance...

Baptiste Ricard-Châtelain

LONDRES - Des péages au centre-ville

Depuis le 17 février 2003, Londres a instauré un péage pour circuler dans son centre-ville, y compris dans son célèbre quartier des affaires. Entre 7h00 et 18h00, il en coûte environ 15 dollars pour circuler dans la zone. L'accès demeure gratuit pour certains véhicules, notamment les ambulances, les camions de pompiers, les taxis et les autobus. Les quelque 136 000 résidents du secteur peuvent aussi bénéficier de réductions, qui ont varié au fil des ans.

Le système de cueillette des péages s'est révélé d'une efficacité redoutable. Des caméras disséminées dans tout le centre-ville relèvent les numéros de plaque d'immatriculation des véhicules en mouvement. Leurs propriétaires doivent payer les frais le jour même sur le Web, auprès des marchands autorisés ou à l'aide d'un téléphone cellulaire. Dès le lendemain, si la somme n'a pas été payée, le tarif augmente de 25 %. La note atteint 200 dollars après 14 jours. Trois cents au bout d'un mois. Un règlement municipal stipule que tous les profits engendrés par le système doivent être réinvestis dans le transport en commun.

La London Congestion Charge (LCC) a été imitée par plusieurs villes, notamment Stockholm. Mais cela ne veut pas dire qu'elle soit sans défaut. À l'usage, on a constaté qu'elle faisait régresser la



TRANSPORT FOR LONDON 2005

circulation automobile d'environ 15 % dans le centre, mais qu'elle engendrait une augmentation de la congestion dans le pourtour de la zone de péages.

Certains critiques dénoncent aussi le fait que la mesure touche davantage les gens à faibles revenus. Il est vrai que les quelque 175 000 millionnaires de la capitale britannique ne voient sans doute pas la nécessité de se convertir à l'auto-bus pour si peu...

Jean-Simon Gagné

JOHANNESBURG - Un hôpital pour revitaliser le centre-ville

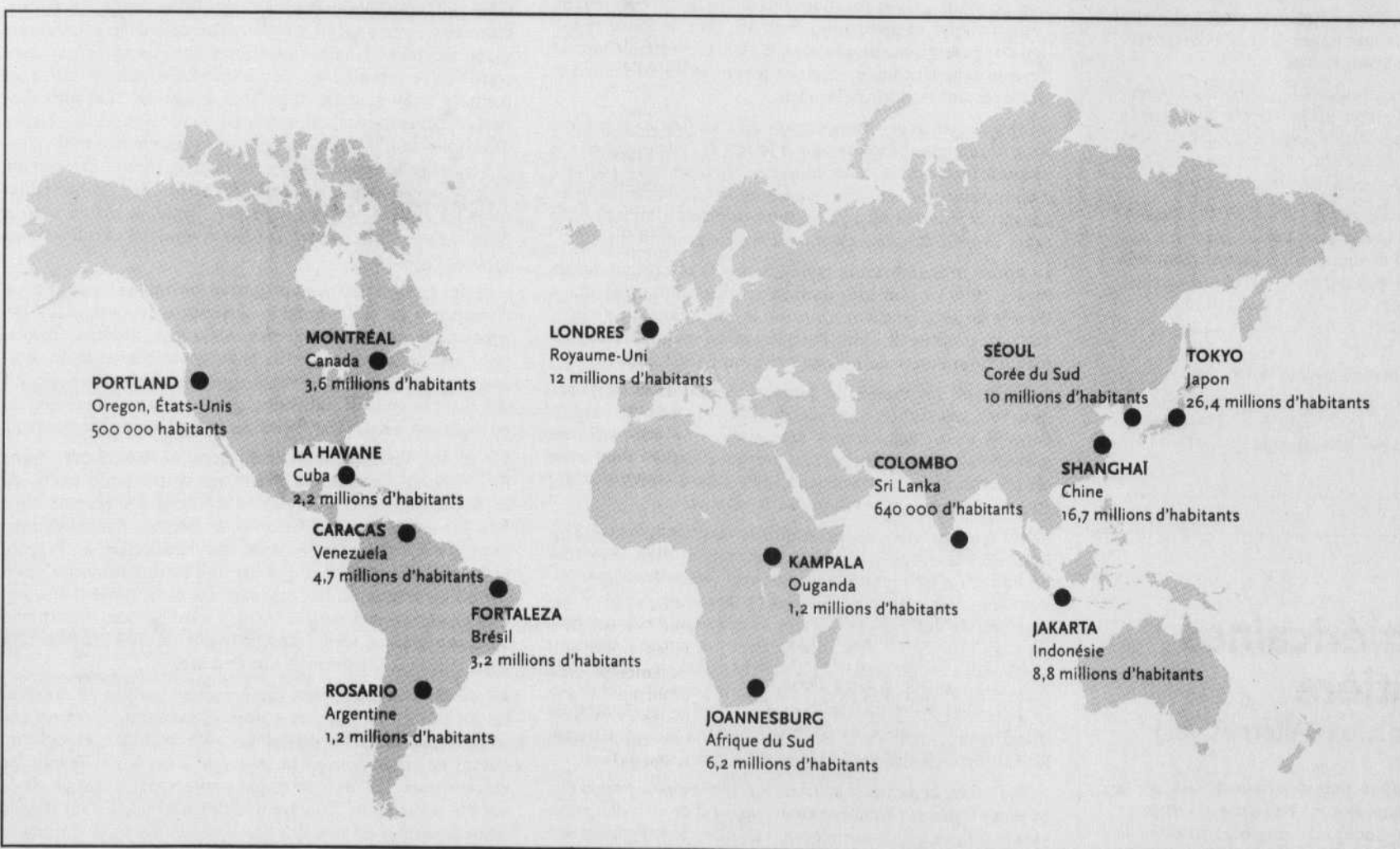
Jusqu'aux années 1980, le quartier Hillbrow était considéré comme l'un des endroits les plus cosmopolites et les plus branchés de tout Johannesburg. Mais depuis, le quartier du centre-ville de la métropole sud-africaine a bien changé. Aujourd'hui, Hillbrow est devenu l'un des quartiers les plus déshérités et les plus surpeuplés de tout le continent. Selon les autorités médicales, environ 30 % de la population y serait séropositive.

On vient de partout en Afrique pour profiter de l'anonymat relatif que procure Hillbrow. La moitié des résidents du quartier seraient des réfugiés, légaux ou illégaux. Un docteur travaillant dans le quartier a décrit Hillbrow comme la « plaque-tournante du désespoir pour les gens en quête du "rêve africain" à Johannesburg ». En résumé : une population très pauvre, souvent de passage, parmi laquelle on dénombre beaucoup de prostitués, de toxicomanes et de petits délinquants.

Or, voilà qu'après sept années de négociations ardues, les autorités locales, plusieurs ONG et des groupes d'universitaires ont lancé conjointement le Hillbrow Health Precinct, un projet ambitieux qui vise à revitaliser le quartier. La première phase a permis l'ouverture en septembre du Wellness Center qui offre des soins médicaux mais aussi toutes sortes de services comme du counselling, de la distribution d'aliments ou du microcrédit.

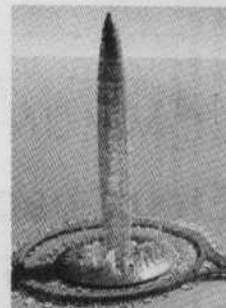
Ce qui rend le projet unique, selon ses concepteurs, c'est que la santé et le développement économique y sont envisagés de manière indissociable. Il vise à faire renaître le quartier en combattant la pauvreté, en améliorant les soins de santé et en limitant les effets dévastateurs du VIH/Sida.

Source: Africafiles

SHANGHAI
La Tour bionique

D'ici 15 ans, un gratte-ciel pouvant loger 100 000 personnes pourrait voir le jour à Shanghai. Baptisée « la Tour bionique » (ça ne s'invente pas!), la nouvelle structure atteindrait 1 228 mètres, soit environ 300 étages. On y dénombrerait pas moins de 368 ascenseurs, dont plusieurs joueraient le rôle de navettes voyageant verticalement, sur un même étage. Conçu par trois architectes espagnols, le projet de mégatour a soulevé l'intérêt du gouvernement chinois, aux prises avec une urbanisa-

La structure gigantesque permettrait de loger 100 000 personnes sur un seul kilomètre carré



tion galopante. Au cours des 10 prochaines années, le pays devra construire 70 millions de logements...

On s'en doute, la Tour bionique ne fait pas l'unanimité. Plusieurs spécialistes ont émis de sérieuses réserves sur son efficacité énergétique et son réalisme, compte tenu de la nécessité de développer de nouveaux matériaux. Certains la considèrent même comme un canular. Mais les concepteurs estiment que leur projet constitue la meilleure avenue possible pour les très grandes villes. Ils se défendent de vouloir seulement battre des records, en faisant valoir que leur structure gigantesque permettrait de loger 100 000 personnes sur un seul kilomètre carré, au lieu de quatre kilomètres carrés dans nos villes actuelles.

Selon eux, les très grandes tours permettraient donc de sauver de l'espace sur le plancher des vaches. Mieux, elles préserveraient de précieux territoires qui pourraient être consacrés aux parcs, à la forêt, voire à l'agriculture. De plus, la structure de la future tour se composerait de 12 colonnes distinctes construites autour d'un noyau central. L'ensemble devrait être construit sur une île artificielle, pour mieux résister aux tremblements de terre et aux vents violents. Agoraphobes s'abstenir.

Jean-Simon Gagné

LA HAVANE - L'agriculture urbaine

Cuba a été confronté à une crise alimentaire majeure à la suite de la dissolution du Bloc soviétique, son fournisseur principal, au début des années 1990. Du jour au lendemain, la diète du Cubain moyen est passée de 3000 calories par jour à 1900, soit une diminution d'environ un tiers. Pour parvenir à surmonter la faim et la malnutrition — et en l'absence de fertilisants, d'herbicides, d'insecticides et de pétrole — le gouvernement a dû délaissé le modèle agro-industriel. Par nécessité, il s'est tourné vers des pratiques plus durables et mieux adaptées aux besoins de la population.

La population cubaine étant urbanisée à 80 %, ce sont d'abord les villes qui ont dû s'adapter au nouveau contexte. Elles devaient trouver rapidement un moyen de produire localement pour nourrir la population. Afin de favoriser le développement des jardins de productions,

l'État a donc permis, sans frais, l'utilisation des terrains vacants des villes. Il a aussi offert un encadrement institutionnel et technique pour former et pour encourager les citoyens à produire.

Le vaste chantier, qui incluait tous les paliers gouvernementaux, a favorisé la mise en place d'un système unique pour rendre les quartiers et les villes plus productives. Quinze ans plus tard, à Cuba, l'agriculture est bien insérée dans le tissu urbain. Entièrement biologique, elle continue de jouer un rôle crucial pour l'alimentation et pour l'économie locale, tout en contribuant au paysage et à la qualité de vie. Un modèle à suivre pour plusieurs grandes villes dont les populations pauvres sont aux prises avec la malnutrition ?

Ismaël Hauteceur,
Chargé de projet
Des jardins sur les toits



PHOTO : ISMAËL HAUTECEUR

BILLET

Connaissez-vous Murray Bookchin ?

NORMAND BAILLARGEON

Et si c'était finalement de la ville que renaissait le politique ?

Notez que je dis bien *le* politique, et non *la* politique. La politique, on sait assez ce que c'est : elle est l'affaire de professionnels, faisant carrière dans des partis et se disputant l'honneur de nous représenter. Cette manière de faire les transforme et nous transforme.

Nos représentants tendront ainsi à mentir, à flatter, à occulter leurs véritables intentions pour être élus. Une fois élus, ils tendront à s'éloigner, dans tous les sens du terme, de ceux et celles qui les ont élus — s'ils en ont jamais été proches. Au bout d'un certain nombre d'années, l'effet conjugué de tous ces défauts vous donnera cette vie politique largement au service des institutions dominantes et cette politique-spectacle que nous connaissons désormais dans nos démocraties libérales.

Quant à nous, cette vie politique, qui encourage la délégation, nous transforme en spectateurs le plus souvent passifs et ne participant que peu ou pas du tout aux processus politiques, sinon pour aller périodiquement voter.

On est alors bien loin du politique, c'est-à-dire de cette réelle préoccupation pour la chose publique et le bien commun vécue par participants informés et engagés à la fois dans la réflexion, dans la délibération et dans l'action, et qui peuvent réellement influencer sur les décisions qui auront un impact sur elles et eux.

Ces analyses sont bien connues et souvent rappelées. Murray Bookchin (1921-2006) pensait que quelque chose pouvait et devait être fait pour assurer la renaissance du politique, et c'est justement dans le cadre d'une réflexion sur la ville qu'il a proposé une solution à ce qui est certainement un des problèmes les plus aigus de notre temps. Ce qu'il met de l'avant s'appelle le « municipalisme libertaire ». Qu'est-ce donc et qui était Bookchin ?

Murray Bookchin est un Américain issu d'une famille d'émigrés russes au sein de laquelle il absorbe les idéaux communistes. Devenu ouvrier, il milite activement dans le mouvement syndical. Mais peu à peu, à la lumière des événements des années 1940 et 1950 aux États-Unis, en URSS et ailleurs dans le monde, il remet en question l'idée que le capitalisme puisse mourir d'un conflit entre le capital et les ouvriers.

Il se rapproche alors des libertaires, persuadé que c'est dans un modèle de société décentralisé et sans État où sera assurée la propriété commune des moyens de production que se trouve l'alternative que le révolutionnaire qu'il est resté n'a cessé de chercher. Mais il faut selon lui adapter cet idéal aux conditions nouvelles et indiquer des avenues neuves pour sa réalisation.

Bookchin s'engage d'abord dans une réflexion sur la domination de la nature, pensée comme l'exact parallèle de la domination et de la hiérarchie sociales par lesquelles des humains en dominent d'autres. Les textes qu'il rédige alors, à compter des années cinquante, et qui font de lui un des pionniers du mouvement écologiste, invitent à penser la question écologique dans le plus large contexte économique et politique qui, seul, permet d'en prendre toute la mesure. Ces écrits sont parfois d'une troublante prémonition. Ainsi ce texte, de 1964 : « On peut raisonnablement soutenir que la couche de dioxyde de carbone devenant plus épaisse, elle interceptera la chaleur émanant de la terre, ce qui entraînera des températures atmosphériques plus élevées, une circulation plus violente de l'air, des orages plus destructeurs et éventuellement la fonte des calottes polaires (d'ici peut-être deux ou trois siècles) ainsi que la montée du niveau des mers et l'inondation de vastes territoires. »

C'est dans sa recherche de moyens pour actualiser et rendre possible l'idéal d'une société sans domination que Bookchin en est venu à proposer le municipalisme libertaire, dont il cherche notamment le modèle dans les polis de l'Antiquité ou les communes médiévales.

Le projet, comme il le dira, est de « créer un pouvoir parallèle afin de défier l'État-Nation et le remplacer par une confédération de municipalités démocratisées ».

Mais ces mégapoles où nous sommes anonymes peuvent-elles être propices à un tel projet ? Le centralisme bureaucratique de nos sociétés ne le rend-il pas irrémédiablement utopiste ?

Bookchin répond que les quartiers des villes, qui restent des communautés à échelle humaine, peuvent permettre sa réalisation, à l'abri de toute dérive vers un froid repli identitaire ou un immobilisme prémoderne.

Les villes, ou plutôt leurs quartiers, deviendraient alors des lieux de réapprentissage du politique, en dehors de l'État et des partis, un lieu de construction de la civitas par une gestion des affaires publiques vécue dans le face-à-face communautaire. En somme, des lieux où, espère Bookchin, on passerait peu à peu de notre actuel statut de mandant-contribuable à celui de véritable citoyen.

Avec son mot d'ordre : « Démocratiser la république et radicaliser la démocratie », le municipalisme libertaire, en de nombreux endroits du monde, a inspiré et continue d'inspirer bien des gens et de nombreux projets. Tout cela malgré ses défauts et les inévitables critiques qu'on a pu adresser à Bookchin, mérite amplement qu'on s'y intéresse de près.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Une introduction aux idées de Bookchin et aux pratiques qu'elles inspirent :

BIEHL, Janet, *Le municipalisme libertaire*, préface de Marcel Sévigny, traduction de Nicole Daigneault, Montréal, Éditions Écosociété, 1998. Le site de l'Institute for Social Ecology, fondé par Bookchin : <http://www.social-ecology.org/>

COMMUNIQUÉ

Deux pacifistes américaines refoulées à la frontière

(extraits d'un communiqué émis par Alternatives)

Le 4 octobre dernier, à un poste frontière situé près de Niagara Falls, deux militantes pacifistes américaines bien connues se sont vu refuser l'entrée au Canada. Medea Benjamin, cofondatrice de Codepink, une organisation de femmes pacifistes et Ann Wright, colonelle retraitée de l'armée américaine, ne seraient plus autorisées à entrer au pays. Tout cela parce qu'elles auraient été arrêtées lors de manifestations pacifiques s'étant déroulées aux États-Unis, notamment pour protester contre la guerre en Irak.

Puisque la participation à des manifestations pacifiques n'est pas considérée comme une activité criminelle au Canada, Alternatives se joint à l'Alliance canadienne pour la paix afin de demander au ministre de la Sécurité publique, M. Stockwell Day, de fournir des explications. Dans les circonstances, il nous semble même que le Canada devrait présenter des excuses à mesdames Benjamin et Wright. [...]

ALTERNATIVES

DIRECTRICE GÉNÉRALE : Marie-Hélène Bonin
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Jean-Simon Gagné

MONTRÉAL - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC - 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 31 octobre 2007 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Jean-Simon Gagné - COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Ève Gauthier, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Adam Novak, Tania Vachon - CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebeck et Michel Warschawski - RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet - CARICATURE : Boris



Tunisie : histoire d'un gâchis

Vingt ans après son arrivée au pouvoir, le président tunisien Zine Ben Ali règne d'une main de fer sur un pays qui possédait pourtant tous les atouts pour devenir la première démocratie du monde arabe et musulman. Chronique d'un gâchis.

TAÏEB MOALLA

Le 7 novembre 1987, Ben Ali devenait le deuxième président de la République en succédant au « père de la nation », le très malade Habib Bourguiba. À l'époque, le pays languait dangereusement entre les clans obsédés par la succession du vieux rais et un mouvement islamiste conquérant. L'énigmatique et peu connu Ben Ali, issu de l'obscur milieu du renseignement, réussissait alors un véritable tour de force en déposant son prédécesseur sans effusion de sang et en respectant les formes légales.

« L'époque que nous vivons ne peut plus souffrir ni présidence à vie ni succession automatique à la tête de l'État desquelles le peuple se trouve exclu. Notre peuple est digne d'une vie politique évoluée et institutionnaliste, fondée réellement sur le multipartisme et la pluralité des organisations de masse », annonce à la radio Ben Ali dans son premier discours-programme.

La presse mondiale salua rapidement « la révolution du jasmin ». Difficile d'accuser les faiseurs d'opinion occidentaux d'excès de zèle lorsqu'on sait que les plus farouches opposants au système de l'État/Parti ont quasi unanimement applaudi l'avènement du nouveau pouvoir à Carthage.

Cela dit, les promesses de démocratisation de la vie publique, une croissance continue du PIB, un taux de natalité contrôlé et un statut enviable des femmes ne sont pas une garantie absolue de succès. La personification à outrance du pouvoir et la répression de toute voix discordante sont (re)devenues le lot quotidien des Tunisiens.

Après une embellie démocratique de deux ans (1987-1989), ayant vu s'épanouir une presse relativement libre, le régime de Ben Ali s'est montré sous son vrai visage en emprisonnant les islamistes dans des procès dénoncés par les organisations de défense des libertés à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Au milieu des années 1990, le pouvoir tunisien s'attaquait à ce qui restait de la gauche politique. Après avoir mis les syndicats et la presse au pas, le pouvoir glissait petit à petit vers le despotisme. Même la limite légale de trois mandats présidentiels finissait par sauter à la suite d'un référendum, organisé en 2002, modifiant la Constitution.

« En Tunisie, la dictature policière a pris en otage le pays et mis en coupe réglée son économie en développant de nouvelles pratiques mafieuses qui s'accommodent mal d'une bonne gouvernance et d'une presse libre. Les chances de la Tunisie d'évoluer vers un processus démocratique ont ainsi été usurpées », soutient Sihem Bensedrine, rédactrice en chef du magazine en ligne Kalima (censuré en Tunisie) et porte-parole du Conseil national pour les libertés en Tunisie (non reconnu).

La campagne pour 2009 a déjà commencé

Depuis 1987, le président et son parti récoltent régulièrement plus de 90 % des suffrages lors des différentes échéances électorales. Fort d'un contrôle étroit de la société, Ben Ali peut théoriquement continuer à gouverner jusqu'en 2014. La campagne électorale présidentielle de 2009 a d'ailleurs déjà été lancée par les éternels laudateurs qui appellent le président sortant à se représenter à la tête du pays.

Aujourd'hui, le paysage médiatique tunisien est un des plus arriérés du monde arabe et musulman. La plupart des journaux, tant publics que privés, chantent les louanges du bien aimé président et de son parti. La télévision et la radio publiques abreuvent leur auditoire de litanies à la gloire d'un chef qui reçoit, explique, ordonne, dispose, insiste et donne des instructions à longueur de journée.

Côté politique, les partis de l'opposition réelle - nous excluons de notre analyse « l'opposition cosmétique », qui sert essentiellement de faire-valoir démocratique au régime - sont sous étroite surveillance. Leurs membres sont soumis à un contrôle étroit et à une répression constante. Les organisations indépendantes, comme la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme, vivent des sagas politico-judiciaires et sont régulièrement menacées de disparition. L'université et le principal syndicat du pays, berceaux de la contestation dans les années 1970 et 1980, sont plus ou moins rentrés dans le rang. Tout comme la justice, totalement inféodée au pouvoir exécutif.

Une des rares armes dont disposent les opposants au régime demeure la grève de la faim. Deux dirigeants du Parti démocratique progressiste (légal), Maya Jribi et Néjib Chebbi, ont cessé de se nourrir entre le 20 septembre et le 20 octobre, mettant ainsi leur vie en danger. Ils accusaient l'exécutif d'utiliser le pouvoir judiciaire, qui a ordonné l'expulsion du parti de son local, pour régler ses comptes avec l'opposition.

Ce moyen de lutte individuel, quoique courageux, cache difficilement l'abîme qui existe entre une large partie de la population, peu désireuse d'affronter les risques réels liés à l'engagement politique, et le discours des dissidents. Tant que les revendications de démocratisation de l'espace public ne seront portées que par une infime minorité, l'avenir paraît brumeux. Les quelques mesures de décripation, que plusieurs anticipent à l'occasion du 20^e anniversaire du « Changement », seront un leurre puisqu'elles proviendront d'un régime à la légitimité fort écornée.

Le modèle tunisien, tant vanté par les politiciens occidentaux comme un rempart contre l'islamisme, n'est qu'une vaste fumisterie. En créant un vide politique et culturel autour de lui, le pouvoir ne peut que jouer le jeu de tous les extrémismes. La récente et galopante ré-islamisation de la société tunisienne, naguère une des plus laïques du monde musulman, en est une des illustrations. Ce repli identitaire est un danger qui guette les acquis de la Tunisie moderne.

L'auteur est journaliste au *Journal de Québec*, en lock-out depuis le 22 avril.

Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal!
Pour en savoir plus : www.alternatives.ca



Dossier
Les grandes villes du futur

Montréal en 2107

À quoi ressemblera la région de Montréal dans 100 ans ? Cinq amoureux de la ville ont accepté de se livrer à ce périlleux exercice. En se doutant bien que leur vision fera sans doute sourire les Montréalais de l'an 2107...

JEAN-SIMON GAGNÉ

Owen Rose, architecte, président du Centre d'écologie urbaine de Montréal

« Les gens pensent souvent que les gratte-ciel constituent la réponse aux problèmes du futur. Mais c'est tout le contraire.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la densité d'un quartier comme le Plateau Mont-Royal équivaut à peu près à celle du quartier du West-End de Vancouver, où il y a de nombreuses tours. La différence, c'est que les citoyens de là-bas prennent l'ascenseur pour se rendre sur la rue. Ils ont de belles vues, mais ils vivent à l'écart du monde.

Le Montréal souterrain est pratique. Mais tous nos souterrains sont basés sur la consommation. J'aimerais mieux que la vie reste en surface. Avoir accès à de la végétation, avec des toits verts. »

Gérard Beaudet, directeur de l'Institut d'urbanisme

« En 1967, on avait évalué que la population de Montréal atteindrait en 2001 plus de 7 millions de personnes. Finalement, ce fut seulement la moitié. Cela incite à la modestie.

Si on fait des prédictions pour 2107, la seule chose qui apparaît à peu près certaine, c'est que les visiteurs n'arriveront plus à l'aéroport de Dorval... Dans 100 ans, les villes viables devront posséder des aéroports mieux conçus, reliés au centre par une liaison rapide.

D'une manière générale, il faudra utiliser les transports plus intelligemment. Le tout-à-l'auto est un cul-de-sac. Dans l'avenir, même si on arrive à produire des voitures individuelles parfaitement respectueuses de l'environnement, le

problème de l'encombrement des routes ne disparaîtra pas.

La tendance la plus inquiétante des villes est la ghettoïsation. On le voit beaucoup en Amérique du Sud, désormais. Les riches vivent dans des quartiers gardés. Les pauvres vivent dans des quartiers qui sont gardés par des gangs.

On ne doit pas exclure cette tendance. Pour l'éviter, il faut promouvoir l'urbanité, la culture, se donner les moyens de comprendre. L'insécurité est beaucoup alimentée par les gouvernements, qui l'entretiennent pour en tirer profit ».

Anaïs Barbeau-Lavalette, cinéaste

« Montréal dans 100 ans. Mieux vaut se plonger à fond dans l'utopie, envisager nos idéaux. Sinon ça fait trop peur. Et on aime pas avoir peur. Ça freine, la peur. Alors place au rêve.

Il n'y aura plus de voitures, que des vélos. Et des unicycles pour les téméraires. Les bâtisses seront de verre, et flottantes. On pourra voir le ciel, l'eau, la terre tout autour, sans les blesser.

Il y aura des gardiens de l'air et de la terre, gardiens sans moustache qui apprennent de la sagesse autochtone et qui gardent un œil sur tout ça.

Le conseil de la ville serait en grande partie constitué d'ainés (conseil des sages), qui veilleraient à ce qu'on ne répète pas les mêmes erreurs et de jeunes qui veilleraient à ce que la vie soit au centre des décisions. La vie et rien d'autre. On accorderait une place de prestige aux naissances, aux deuils, aux amours. Plus qu'à n'importe quoi d'autre.

La ville ressemblerait au monde, de langues et de couleurs mélangées. Et on n'en aurait pas peur.

La ville serait branchée sur le soleil et c'est lui qui l'alimenterait en énergie et en lumière. Les gens réapprendraient les arbres, leur corps, seraient liés à la vie, avant tout le reste. Et l'indice du PIB y serait lui aussi intimement relié. »

Jacques Ledent, démographe, professeur chercheur à l'INRS-Urbanisation, culture et société

« Les démographes ne se risquent pas à faire des prédictions au-delà d'un horizon d'une vingtaine d'an-



Les édifices en hauteur n'ont pas la cote...

nées. La marge d'erreur devient trop grande. Ce qui nous semble certain, aujourd'hui, c'est que la population du Québec va atteindre une sorte de maximum vers 2031. Après, à moins d'un changement imprévu, elle commencera à diminuer.

Montréal bénéficie de l'immigration internationale. La diminution de la population devrait commencer un peu plus tard qu'ailleurs au Québec. La population de l'agglomération montréalaise devrait atteindre 4,1 millions en 2026, avant de commencer à diminuer par la suite. Le point relatif de la région de Montréal par rapport au reste du Québec va encore augmenter. Cela aura de profondes implications politiques. »

Dinu Bumbaru, directeur général d'Héritage Montréal

« Est-ce que ce que nous construisons aujourd'hui va durer 100 ans ? J'en doute un peu. Parfois, je me demande si les bâtiments d'aujourd'hui vont exister ailleurs que sur des CD-ROM que plus personne ou presque ne pourra consulter, de toute façon.

J'ai l'impression que les pôles, les minicentres villes vont se multiplier. Est-ce qu'on pourrait imaginer des centres à Laval ? Sur la Rive-Sud ? Peut-être. Il est clair que Montréal, comme toutes les grandes villes du Nord, devra recevoir sa part de réfugiés des changements climatiques. La culture de Montréal va beaucoup changer. Elle se rapprochera sans doute davantage du Toronto d'aujourd'hui.

Je ne crois pas que Montréal imite Singapour ou Hong Kong et sa forêt de gratte-ciel. L'homme n'est pas un oiseau. Il faut être prudent avec ce genre d'utopie. »

reste forte et l'offre, de la part des promoteurs et des municipalités périphériques, l'est aussi. »

Chez nos voisins ontariens aussi, la demande et l'offre demeurent élevées. C'est peut-être ce qui a poussé le gouvernement à présenter, en 2006, son Plan de croissance pour la région élargie du Golden Horseshoe, une zone densément peuplée de l'ouest du lac Ontario qui va de Oshawa à Niagara Falls, en incluant Toronto et Hamilton. Le Plan prévoit une ceinture bien délimitée au-delà de laquelle l'étalement est tout simplement interdit, et vise clairement la densification des zones bâties en prenant le parti pris du transport en commun.

Rien de semblable n'existe au Québec. Les municipalités, les MRC et les communautés métropolitaines peuvent décider de freiner l'étalement sur leur propre territoire, mais ça n'empêchera pas leurs voisins de construire des kilomètres de bungalows. « La banlieue a un avenir plutôt sombre, insiste pourtant James Howard Kunstler. Malheureusement, tant de générations s'y sont habituées, c'est devenu si normal, qu'il y aura une lutte acharnée pour la maintenir. »

La preuve que le débat de fond sur l'aménagement du territoire et le gaspillage des ressources n'a pas vraiment commencé, c'est qu'on revient toujours à la sempiternelle question « Et vous, préférez-vous la ville ou la banlieue ? » Le tout se termine généralement par une petite guéguerre où les banlieusards comme les urbains défendent chacun leur bout de terrain. Tant pis pour les prophètes de malheur.

Diplômé en architecture, l'auteur est chef de pupitre au magazine Jobboom

BIRMANIE

SUITE DE LA UNE

Pour le reste, la compagnie se serait contentée de se faire rembourser ses dépenses. Mais la disparition d'une rizière de 650 acres dans un pays où la moitié de la population souffre de malnutrition — surtout pour en faire un club de golf destiné aux généraux — me semble une bien curieuse manière de faire la charité.

Le communiqué affirmait aussi que « Gary Player avait toujours été un partisan indéfectible des droits humains, et qu'il possédait une solide feuille de route de défenseur de la démocratie à travers le monde ». Pour vérifier ces affirmations, j'ai commandé le livre qu'il avait écrit en 1966, alors qu'il était au sommet de sa remarquable carrière, à l'âge de 30 ans : *Grand Slam Golf*. L'ouvrage est admirablement rédigé et il se révèle très convaincant. Il réussit presque à rendre le golf intéressant. Même pour moi. Mais il convient cependant d'attirer l'attention sur le chapitre deux, qui contient l'extrait suivant.

« (...) Maintenant je dois dire clairement que j'appartiens à l'Afrique du Sud de Verwoerd [NDLR : ancien premier ministre sud-africain et architecte des lois de l'apartheid], une nation qui provient d'un greffon européen et qui est le résultat de son instinct et de son habileté à maintenir des valeurs civilisées au milieu des barbares. L'Africain peut tout aussi bien croire à la sorcellerie et à la magie primitive, pratiquer le meurtre rituel ou la polygamie. Sa richesse est liée au bétail.

Donnez-lui de l'argent et il n'aura pas davantage le sens des responsabilités parentales ou individuelles, ni aucune compréhension du respect pour la vie ou pour l'âme humaine qui sont à la base des sociétés chrétiennes ou civilisées. Beaucoup d'absurdités sont colportées à propos de la "ségrégation". Mais la vérité c'est que la ségrégation, sous une forme ou sous une autre, est pratiquée partout à travers le monde. »

Ambassadeur de l'apartheid

Des journalistes sud-africains m'ont expliqué que Gary Player avait été utilisé comme une sorte d'ambassadeur par le gouvernement de l'apartheid. En 1975, il a collaboré avec le Comité pour la Courtoisie dans le sport, mis sur pied par le gouvernement sud-africain pour tenter d'alléger le boycott global contre les sportifs du pays. En 1981, le célèbre golfeur figurait même sur la liste noire des Nations unies recensant les sportifs qui ne respectaient pas le boycott. Alors j'ai aussi demandé des explications à la compagnie de Player sur ces incidents.

Il est vrai que tout cela se déroulait il y a plusieurs années. L'attitude de Gary Player à l'endroit de l'apartheid apparaît très différente aujourd'hui. Mais une autre cause impliquant le respect des droits humains se retrouve sur la place publique. Partout, à travers le monde, la construction de clubs de golf est associée à la dépossession de paysans et à la destruction de l'environnement. En ce moment même, vous aurez un aperçu de ces controverses, à Aberdeenshire, en Écosse, où le milliardaire Donald Trump fait la promotion d'un projet pour établir le « plus grandiose parcours de golf du monde », sur un site présentant un grand intérêt du point de vue scientifique.

Pire que l'agriculture industrielle

Une étude réalisée récemment dans les Îles Hawai suggère qu'un parcours de 18 trous nécessite, en moyenne, 22 tonnes de traitements chimiques divers (surtout des pesticides), chaque année. C'est sept fois plus que l'agriculture industrielle. Une autre étude relève des taux plus élevés que la moyenne de certains cancers chez les professionnels des clubs de golf, comme par exemple certains lymphomes. De plus, les parcours consomment des quantités énormes d'eau. Dans certains pays, des gens ont été violemment expulsés de leurs terres pour leur faire de la place.

Le problème apparaît particulièrement prononcé dans le Sud et dans l'Est asiatique, où le golf constitue désormais une énorme entreprise. [...] Depuis quelques années, des centaines de batailles épiques ont opposé des fermiers paysans ou des peuples indigènes aux promoteurs de terrains de golf. Aux Philippines, en l'an 2000, deux fermiers qui résistaient à l'implantation d'un golf sur leurs terres ont été abattus, mutilés et démembrés.



Les compagnies de Gary Player, qui réalisent un chiffre d'affaires de plusieurs centaines de millions de dollars, ont dessiné huit terrains de golf en Chine, un à Taïwan, neuf aux Philippines, un en Malaisie, sept en Indonésie et un en Birmanie. Au moins deux des terrains aménagés en Indonésie ont été complétés durant la dictature de Suharto [NDLR : 1967-1998], dont la famille possédait des intérêts commerciaux dans la plupart des terrains de golf de l'époque. Alors j'ai demandé au Groupe de Gary Player si Suharto, ou sa famille, était associé aux projets qu'il a mené à terme en Indonésie. Et comme je n'arrivais pas à dénicher le moindre engagement à respecter l'environnement ou le droit à la terre sur le site Web officiel du Groupe, j'ai aussi demandé s'il avait cru bon de se doter de ce genre de politiques. [...]

Pour la seconde fois, le Groupe Gary Player a refusé de répondre à la moindre de mes questions.

Bien sûr, je réalise qu'en écrivant cet article j'ai peut-être contribué à élargir le « gouffre du golf » qui sépare l'humanité en deux. Mais au moins j'ai la consolation d'avoir essayé d'amener l'autre côté à expliquer sa position. Loin de moi l'idée de vouloir démarrer une nouvelle guerre du golf, mais j'exige tout de même des réponses...

Le golfeur Gary Player au sommet de sa gloire

BANLIEUES

SUITE DE LA UNE

est une chose qu'on prend pour acquis, pour laquelle on paie une facture chaque mois. » Le changement sera brutal, prévient-il dans *The End of Suburbia*. On ne pourra pas étendre les villes à l'infini, en construisant des maisons toujours plus grosses. En 1950, la maison de banlieue moyenne offrait 75 mètres carrés de surface habitable. Elle est passée à 140 m² en 1970 et à 210 m² en 2000. Presque le triple.

Société distincte

Au Québec, on ne voit pas nécessairement les choses du même oeil. Même si elle convient que l'étalement urbain entraîne des coûts écologiques épouvantables, Carole Després, directrice du Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD) de l'Université Laval, regarde le problème par l'autre bout de la loupe : « Ce ne sont pas que les jeunes qui vont dans les nouvelles couronnes des banlieues, mais aussi des gens des régions, des baby-boomers qui se rapprochent de la ville. C'est plus complexe que ça en a l'air, on ne sait pas toujours si c'est du rapprochement ou de l'étalement. » Ou un peu les deux à la fois.

Claude Beaulac, directeur général de l'Ordre des urbanistes du Québec, croit pour sa part que la banlieue change : « Elle n'est plus un espace réservé aux fonctions résidentielle et commerciale. On y retrouve maintenant des entreprises et des institutions culturelles, d'enseignement supérieur, de santé, etc. » Effectivement, des banlieues plus anciennes ont développé de nouvelles activités au fil des ans. Mais ce n'est pas le cas de la majorité des nouveaux développements, que ce soit en périphérie de Québec ou de Montréal. Laval, qui se targue aujourd'hui d'offrir tous les services d'une grande ville, construit de nouveaux quartiers

strictement résidentiels où il est impossible de vivre normalement sans voiture. Et lorsqu'on densifie des quartiers comme à Blainville, c'est au prix d'un nouvel échangeur autoroutier, ce qui n'est pas nécessairement la voie vers le transport en commun.

On retrouve ça et là des exemples de nouveaux quartiers aménagés dans l'esprit d'un développement durable, comme c'est le cas au Village de la gare, à Mont-Saint-Hilaire. Inspiré du concept Transit Oriented Development (TOD), ce quartier qui devrait recevoir à terme un millier d'habitations se développe autour d'une gare de train de banlieue, où les services sont accessibles à pied ou en vélo. Mais les exemples sont trop peu nombreux pour parler d'une tendance. À l'échelle nord-américaine, des mouvements

Pendant qu'on s'inquiète du réchauffement de la planète, le Canadien moyen prend 64 minutes pour se rendre au travail en voiture, chaque matin.

tels que le Smart Growth et le New Urbanism parviennent à influencer le développement urbain, mais ce n'est pas réellement le cas ici.

Selon l'urbaniste Raphael Fischler, professeur à l'Université McGill, la vitalité des banlieues est surtout une question de marché : « La demande d'un milieu de vie calme et vert est très forte, tout comme la demande de maisons neuves, et beaucoup de gens ont les moyens de se payer ces choses. Quelle proportion de la population sera en état de le faire dans les années et décennies à venir, ça reste à voir, mais la demande

L'exploitation des ressources naturelles : quels défis pour le 21^e siècle ?

Conférence d'ouverture des 11^e Journées québécoises de la solidarité internationale Avec Riccardo Petrella et Émile Eyma

Mercredi 7 novembre 19h00

Entrée gratuite
Salle Marie-Germain Lapie
Pavillon Judith Jasin de l'UQAM, J-M 400
405, rue Ste-Catherine Est

www.aqoci.qc.ca AQOCI Québec



DOCUMENTAIRE

Discours d'eau (en dix courts)

Réalisé par Saël Gueydan-Lacroix et Frédéric Julien, 34 minutes, Les Productions l'Envers, 2007

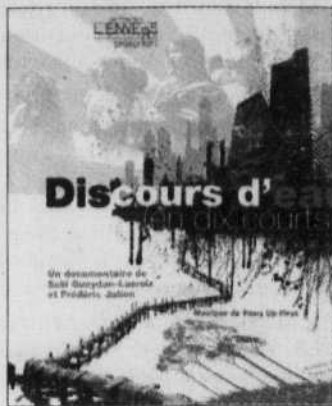
À travers les moments forts du IV^e Forum mondial de l'eau, qui se tenait l'an dernier à Mexico, le documentaire *Discours d'eau* présente la lutte menée par les Mazahuas, paysans autochtones victimes depuis plus de 25 ans d'une gestion centraliste et catastrophique.

Habitants d'une région montagneuse et boisée où les précipitations sont abondantes, cette communauté est néanmoins littéralement assoiffée. Le manque d'eau est criant et quotidien. Non loin de là se trouvent pourtant les énormes réservoirs d'eau sous la surveillance de la Sistema Cutzamala. Celle-ci, développée à la fin des années 1970, grâce au détournement de nombreuses rivières périphériques, achemine 19 000 litres d'eau chaque seconde vers le réseau d'aqueduc de Mexico. Comble de l'absurde, à travers le réseau désuet de la mégapole, les fuites d'eau sont estimées à 35 % !

Discours d'eau met en scène la lutte des Mazahuas aux côtés des militants du monde entier, et les discours sur la privatisation de l'eau qu'on tenu des représentants de gouvernements et d'entreprises derrière les portes closes du IV^e Forum Mondial de l'eau. Ces discours sont à peine couverts par les médias, malgré leur énorme impact sur d'innombrables populations.

Présenté le vendredi 16 novembre, à 20h00, au Coeur des sciences de l'UQAM, (Pavillon Sherbrooke, 200, rue Sherbrooke Ouest), dans le cadre des Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM). La projection sera suivie d'une table-ronde.

AMÉLIE TENDLAND



La mondialisation des bidonvilles



Mike Davis : « Il n'y a pas trop de personnes dans le monde, mais il y a clairement une surconsommation des ressources non renouvelables. »

Pour l'auteur Mike Davis, l'actuelle explosion de la population urbaine constitue une époque cruciale de l'histoire, au même titre que la révolution industrielle. Davis rappelle qu'en 2060, la population de la planète devrait atteindre 10 milliards de personnes. D'ici là, 95% des nouveaux habitants naîtront dans une ville du Sud, et la majorité habiteront dans un bidonville.

AMÉLIE TENDLAND

L'an dernier, l'auteur américain a publié un tableau apocalyptique de ce qui nous attend, si nous n'y prenons garde : *La planète des Bidonvilles* (La Découverte, 2006), devenu une sorte d'incontournable pour ceux qui s'intéressent aux villes du futur. Selon lui, à moins d'un redressement fort improbable, la ville de demain ressemblera à un immense bidonville sans aucune structure où la pauvreté, la maladie, la violence, l'absence de droits et l'économie informelle deviendront la norme. Il ajoute aussi que les solutions pour éviter l'avènement de ce monde cauchemardesque ne courent pas les rues.

Chercheur indépendant, auteur éclectique de la gauche américaine, expert en sociologie urbaine, ethnologue, historien, Mike Davis est un auteur difficile à classer. Il a acquis une certaine renommée dans les années 1990 grâce à son ouvrage *City of Quartz. Excavating the future in Los Angeles*, une étude sociologique teintée de marxisme sur l'histoire du développement de la ville américaine. Mais il s'est également penché sur l'histoire politique et environnementale des famines dont ont été victimes plusieurs régions du tiers-monde à la fin de l'époque victorienne (*Late*

Victorian Holocausts. El Nino Famines and the making of the Third World).

Avec *La planète des bidonvilles*, Davis présente une synthèse et une analyse de la littérature concernant les bidonvilles des quatre coins de la planète, depuis les années 1960. De Rio de Janeiro à Khartoum, en passant par Nairobi et Port-au-Prince, Davis accumule les statistiques vertigineuses. Presque trop terrifiantes pour être vraies. Des exemples ? En Éthiopie, plus de 99,4 % de la population vit désormais dans des bidonvilles. Mexico détient le triste record du bidonville le plus peuplé, avec quatre millions d'habitants. Les bidonvilles de New Delhi accueillent chaque jour 4000 nouvelles personnes, et la population urbaine des bidonvilles de l'Afrique augmente deux fois plus vite que celle de ses « vraies » villes.

Urbanisation sans progrès

Le plus souvent, la population urbaine en croissance n'habite plus dans la ville proprement dite, mais tout autour, dans sa périphérie. Selon Davis, on assiste aujourd'hui à une urbanisation sans progrès, sans logique, devenue synonyme de « bidonvilisation ». « La croissance urbaine a été déconnectée de l'industrialisation, et même du développement économique en tant que tel. Les facteurs qui poussaient les populations rurales à quitter la campagne fonctionnent indépendamment des attraits comme les offres d'emplois urbains formels, ce qui assure une explosion démographique urbaine continue », exposait l'auteur dans une entrevue accordée au *Socialist Worker* en mai 2006 (www.socialistworker.org/2006).

Dans les faits, la croissance urbaine des villes du Sud se poursuit de manière accélérée, malgré leur déclin économique. Davis explique le paradoxe en partie parce qu'il baptise « l'involution urbaine ». « Au fur et à mesure que les personnes s'entassent dans des niches de survie informelle — travailleurs ambulants, journaliers, prostituées, domestiques, petits criminels, etc. — la masse devient de plus en plus pauvre », explique-t-il dans une entrevue sur le site *Web Autres Brésils* (www.autresbresils.net). À qui la faute ? L'auteur la rejette en bonne partie sur les politiques néolibérales des États du Nord, sur le FMI et sur

la Banque mondiale qui ont imposé aux pays du Sud leurs plans « d'ajustements structurels » aux cours des 30 dernières années.

« Make cities better as cities »

Malgré tout, Mike Davis estime que la ville demeure encore la meilleure solution pour le futur. D'ailleurs, il ne croit pas que la « bidonvilisation » soit une conséquence inévitable de la surpopulation mondiale. « Il n'y a pas trop de personnes dans le monde, mais il y a clairement une surconsommation des ressources non renouvelables. Bien sûr, la solution au problème est la ville en elle-même. Les villes qui sont réellement urbaines constituent les systèmes environnementaux les plus efficaces que nous ayons jamais créés pour vivre ensemble et pour travailler en harmonie avec la nature. (...) Ceci étant dit, le problème de l'urbanisation dans le monde, actuellement, c'est justement qu'il ne s'agit pas d'urbanisme dans le sens classique du terme », soutenait M. Davis dans une entrevue accordée en mai 2006 sur le site *Web de l'architecte américain Geoff Manaugh* (bldgblog.blogspot.com).

« La question de savoir comment certaines villes deviennent monstrueusement peuplées a moins à voir avec le nombre de personnes qui y vivent qu'avec leur mode de fonctionnement, leur manière de consommer, de réutiliser et de recycler les ressources, leur façon de partager l'espace public, aussi. Je ne dirais donc pas qu'une ville comme Khartoum est une ville impossible. Cela a davantage à voir avec la nature de la consommation privée », ajoutait le chercheur. Prenant l'exemple de la Californie, Davis comparait alors l'empreinte écologique du « Blanc à la retraite » avec celui de l'immigrant latino : « Le vrai problème, c'est le Blanc qui joue au golf sur les centaines de terrains de la Vallée Coachella. Ce Blanc à la retraite peut utiliser 10 fois, 20 fois, 30 fois la quantité de ressources dont peut avoir besoin la jeune chicana qui tente de faire vivre sa famille dans un petit appartement de la ville. »

L'auteure est journaliste indépendante

LIVRES

ROMAN

C'était demain

Edward Bellamy, 2007, Lux Éditeur, 275 pages

En 1888, l'écrivain américain Edward Bellamy avait imaginé à quoi pourrait ressembler un monde débarrassé des inégalités et de la cupidité du capitalisme triomphant. L'avènement de cette société idéale était décrit en détail dans un roman étonnant, *Looking Backward*, qui racontait l'histoire d'un jeune homme s'endormant en 1887, pour se réveiller en l'an 2000.

Évidemment, Edward Bellamy ne pouvait pas tout prévoir. Avec le recul, les limites de sa société idéale apparaissent évidentes. Par exemple, il persiste à considérer la femme comme une sorte de bibelot doté d'intelligence. De même, il ne peut imaginer qu'un monopole exercé par l'État sur l'économie et sur la société puisse mener à la tyrannie.

À son époque, le roman de Bellamy connut un retentissement considérable. Il joua même un rôle prépondérant dans l'éveil des consciences de nombreux activistes du début du XX^e siècle. Au point où l'on s'étonne qu'un roman traversé par des visions aussi géniales ait pu sombrer dans l'oubli, du moins dans le monde francophone.

Rehaussée par une introduction fort pertinente, l'édition de *C'était demain* proposée par Lux Éditeur ne se contente pas de réhabiliter une œuvre largement oubliée. Elle rappelle aux lecteurs d'aujourd'hui le rôle du rêve et de l'imagination dans l'avènement des grandes transformations sociales.

Cent vingt ans plus tard, le roman d'Édouard Bellamy parle encore de l'avenir, et c'est nous qui écrivons au passé.

JEAN-SIMON GAGNÉ

ESSAIS

C'est vert et ça marche

Jean-Marie Pelt, Fayard, Paris, 310 pages

N'en déplaise aux Harper, Bush et autres Dumont de cette planète, il n'est pas nécessaire de balancer l'environnement aux oubliettes pour faire avancer l'économie, comme le démontre Jean-Marie Pelt dans son plus récent ouvrage. D'ailleurs, pour peu qu'on fasse preuve d'imagination, le défi écologique peut être un puissant moteur de développement... durable. Dans *C'est vert et ça marche*, le militant écologiste de longue date dresse un panorama de réussites vertes un peu partout sur la planète et il y a là de quoi inspirer ceux qu'on appelle les décideurs. Par exemple, la ville de Curitiba, au Brésil, a mis sur pied un réseau de transport en commun efficace fait d'autobus extra longs qui possèdent tous les avantages du métro, à une fraction du prix. Le succès est tel que 80 % des déplacements urbains sont effectués en transport en commun. La Suisse, elle, a eu la bonne idée de débarrasser ses routes des camions en les faisant transporter par des trains, une idée intéressante pour le Québec, à condition d'investir un peu dans les rails. On retrouve aussi l'exemple surprenant des cimenteries Lafarge, une entreprise de 83 000 employés qui, depuis que son patron a assisté au sommet de Rio, a pris un virage vert qui implique ses multiples filiales à travers le monde : elle s'est engagée à faire mieux que les objectifs de Kyoto en matière de réduction de gaz à effet de serre. Et que dire de cette délicieuse idée de négawatt qui prône la diminution de la consommation d'énergie plutôt que l'augmentation de l'offre.

Maintenant que les grands constats sur les changements climatiques ont été établis, il est plus que temps de passer à l'action et d'intégrer l'écologie au développement économique, insiste l'auteur.

PIERRE FRISKO

Explosion urbaine et mondialisation

Revue Alternatives Sud - Points de vue du Sud, 2007, 196 pages

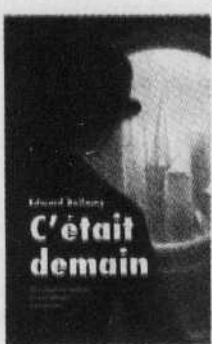
On s'en doute, la mondialisation ne sert pas l'urbanisation dans les pays du Sud. Dans le numéro du printemps 2007 de la revue trimestrielle *Alternatives Sud*, six auteurs dissèquent les rapports complexes entre l'urbanisation et la mondialisation débridée dans les mégapoles des pays en voie de développement.

Problèmes d'approvisionnement en eau des villes africaines, politiques sociales défiantes et mégaprojets urbains des villes latino-américaines, accroissement du secteur informel à Karachi, au Pakistan, et développement inégal des villes asiatiques... Les analyses des chercheurs sollicités par le Centre tricontinental, qui publie la revue, sont unanimes : le « nouvel ordre mondial » accroît les inégalités sociales et marginalise les populations pauvres.

Comme l'écrit Fantu Cheru, professeur d'études africaines et de développement à l'American University de Washington, « les bidonvilles se retrouvent maintenant à un jet de pierre de gratte-ciel scintillants et de centres commerciaux étincelants ». Heureusement, au-delà de ce constat un brin déprimant, plusieurs des auteurs notent l'augmentation des initiatives citoyennes et de la mobilisation populaire.

Des textes très universitaires, peut-être pas une lecture du samedi soir, mais une masse d'information précieuse.

ARIANE JACOB



Urbaines identités



Ariane Emond

L'avenir se décide, et se dessine, en ville. Pas juste parce que plus de 85 % de la population y vit déjà, et que la force du nombre en impose toujours. Surtout parce que les rapports de force et de solidarité se tissent souvent sur le terrain de jeux urbain : au conseil d'administration des entreprises, dans les officines gouvernementales, au cœur des regroupements associatifs, dans les universités et autres grands forums où l'on brasse des idées, analyse le présent et tire parfois les leçons pour demain.

Le visage des grandes villes du monde change et devient plus cosmopolite que jamais. On ne reviendra pas en arrière. Je rêve d'un Montréal (et d'un Québec) au visage français, mais où la majorité des gens seront minimalement trilingues, ouverts sur le monde et avides d'échanges. Un avenir meilleur passe par le dialogue interculturel.

L'avenir s'élabore en ville parce que les villes, surtout les plus grandes, sont des lieux de culture vivante. Des lieux de rencontres, de brassage d'idées, de recherche et, surtout, des lieux de stimulation du potentiel de rêve des habitants. À quoi, je vous le demande, a toujours servi la culture et sa transmission ? À susciter la réflexion autour des grandes préoccupations humaines : Qui suis-je dans cette société ? Comment y vivre mieux ? Comment y contribuer et témoigner de son temps ? Comment définir ce qui est bon, beau, juste pour soi et pour les autres ?

La culture, on le sait, chapeaute l'art du vivre ensemble et englobe les systèmes de valeurs, les pratiques artistiques anciennes et actuelles, les techniques, les sciences, les codes, les traditions, les modes de vie.

Ce qui fait le charme de la métropole aux infrastructures abîmées, c'est précisément sa mixité culturelle singulière, ses quartiers animés, la richesse de son offre culturelle qui commence, enfin, à être un peu plus à l'image de cette diversité. Moi, la fille de Québec arrivée à Montréal il y a plus de 30 ans, je continue de croire qu'il manque dramatique-

ment d'immigrants récents dans notre capitale où le régionalisme bon teint a gagné tant de terrain.

Ce sont les lois du marché néolibéral sur lesquelles nous avons bien peu de prises encore qui ont la force de frappe des religions d'antan, en ville et ailleurs. C'est l'idéologie marchande qui organise les grands-messes médiatiques, gave de privilèges certains et ostracise d'autres. C'est la voracité du marché qui bouscule les populations et fait gonfler les flux migratoires aux espoirs infinis. Ce sont les impératifs économiques qui vampirisent les trajectoires de vie, l'environnement et les ressources naturelles, les horaires et les repères sociaux. Ils sont, à mon sens, les vrais responsables du brassage identitaire que vivent les citadins à travers le monde. Mais voilà, dans ce siècle qui commence, nous finirons par apprendre que l'identité collective n'est jamais jouée une fois pour toute, qu'elle est un concept labile, c'est à dire qui bouge, qui change, qui évolue.

Pour ouvrir nos horizons urbains et imaginer de nouvelles façons de vivre ensemble, il y a urgence à détricoter nos préjugés, à combattre la suspicion, à dénouer les tentatives populistes et à refuser le repli identitaire qui nous fait courir à l'échec. Pour cela, il faut s'informer et s'abreuver à d'autres repères que nos idées reçues. Nous ne pourrions construire une nouvelle identité citoyenne contre l'autre. Les murs isolent et exacerbent la peur. Les ponts sont ce que les humains ont inventé de mieux pour dire leur désir de découvrir l'autre rive. Le défi des urbains métissés, c'est que nous devenions architectes d'un vrai pont interculturel.

Quand les habitants de tous horizons de nos villes seront considérés comme des citoyens responsables de l'équilibre social, plutôt que comme des citadins individualistes, nous aurons fait un pas de géant vers une nouvelle conscience collective.

L'auteure est journaliste indépendante et cofondatrice du magazine *La Vie en rose*. Elle anime régulièrement des débats publics.